



STATUTS

SPECIMEN

TITRE I- DISPOSITIONS GENERALES

CHAPITRE 1 : CREATION – OBJECTIFS - PRINCIPES GENERAUX

Article Premier : Création-siège

Conformément à la loi n°91-04 du 12 avril 1991 portant charte des partis politiques, il est créé, entre les personnes physiques adhérant librement aux présents statuts, un parti politique dénommé UNIR, (Union pour la République).

Le Parti UNIR a une durée illimitée.

Le siège de UNIR est établi à Lomé. Il peut être transféré à tout moment, en tout autre lieu du territoire national, sur décision du Congrès.

Le Parti dispose d'une permanence par région et d'au moins une permanence par préfecture.

Article 2 : Couleur du Parti

La couleur du Parti est le bleu turquoise.

Article 3 : Objectifs

UNIR entend œuvrer pour :

- 1) Consolider l'unité et la cohésion nationales pour favoriser le développement inclusif, participatif et harmonieux du Togo aux plans politique, économique, social et culturel, dans le respect des principes et valeurs démocratiques et de l'Etat de droit.
- 2) Conquérir démocratiquement le pouvoir et l'exercer dans le respect du caractère républicain et laïc de l'Etat, des lois et règlements en vigueur ainsi que des principes fondamentaux énoncés par la constitution.
- 3) Edifier, dans la paix, une nation unie et solidaire fondée sur les valeurs démocratiques et de l'Etat de droit en République togolaise, en Afrique et dans le monde.
- 4) Promouvoir et protéger les droits de l'homme et les libertés fondamentales au Togo, en Afrique et dans le monde.

- 5) Assurer la sécurité des personnes et des biens ainsi que la protection de l'environnement.
- 6) Raffermer l'autorité de l'Etat dans le respect des droits et libertés fondamentales, du caractère républicain de l'Etat et des exigences liées à la responsabilité individuelle et collective.
- 7) Instaurer le respect des idéaux d'égalité, d'équité, de justice, de dialogue constructif et de la concertation dans la conduite des affaires publiques, axée sur les principes de la bonne gouvernance.
- 8) Edifier une nation prospère visant l'épanouissement et le bien-être individuel et collectif des citoyens togolais.
- 9) Restaurer la confiance des forces vives de la nation vis-à-vis de l'Etat, et entre celui-ci et le secteur privé ainsi que la société civile et les partis politiques.
- 10) Exalter le patriotisme et la défense de la souveraineté nationale, de l'intégrité territoriale du pays, dans le respect des instruments internationaux et communautaires sur la coexistence pacifique des peuples ainsi que des valeurs civiques et éthiques.
- 11) Concrétiser la démocratie locale en promouvant la libre administration des collectivités locales.
- 12) Coopérer avec toutes formations politiques, organisations nationales ou internationales poursuivant les mêmes idéaux et partageant les mêmes valeurs, dans le respect des principes d'égalité et de respect mutuel.
- 13) Renforcer la notoriété et le prestige de la République togolaise dans le monde et raffermir la coopération internationale, l'intégration sous-régionale et régionale.

Article 4 : Principes généraux

L'action politique du Parti est fondée sur :

- 1) L'indépendance, le dialogue, la liberté, l'ouverture, la fraternité, la tolérance, le respect mutuel et la solidarité.
- 2) Le rassemblement dans le respect des diversités ethnique, culturelle, sociale, professionnelle.
- 3) La discipline, la loyauté et la fidélité. Les adhérents et militants du Parti ne peuvent, sous aucun prétexte, militer dans aucune autre formation politique.

- 4) Les principes de la démocratie, de l'Etat de droit et du pluralisme politique ainsi que ceux inspirés par le caractère républicain et laïc de l'Etat.
- 5) L'égalité entre hommes et femmes devant la loi.

CHAPITRE 2- MEMBRES

Article 5 : Qualité de membre

Est membre d'UNIR, toute personne physique qui, souscrivant aux objectifs et aux valeurs du Parti, a procédé à une adhésion individuelle et dispose d'une carte de membre.

Article 6 : Adhésion

L'adhésion au Parti est libre, individuelle et ouverte à toutes les Togolaises et tous les Togolais, sans aucune discrimination liée à l'ethnie ou à la religion, au sexe et à la race, sous réserve des limitations relevant de la loi.

Les modalités d'adhésion et de délivrance des cartes ainsi que le montant des cotisations sont déterminés par le règlement intérieur du Parti.

Article 7 : Membre actif

Est membre actif, tout membre du Parti identifié par une carte de membre, qui milite personnellement et effectivement dans une structure du Parti, s'acquitte régulièrement de ses cotisations et exécute fidèlement les tâches qui lui sont confiées. Il est électeur et éligible au sein du Parti.

Les membres actifs sont régis par les dispositions des présents statuts, des règlements du Parti et par les décisions de ses instances.

Article 8 : Sympathisants

Est sympathisant, toute personne ayant des affinités avec le Parti et identifiée par ses actions bienfaitrices en faveur de celui-ci.

Article 9 : Désignation des membres aux différentes élections et consultations diverses

Les membres du Parti, candidats aux consultations électorales, sont investis par les instances du Parti.

Ils sont astreints au respect des lois de la République, des statuts, règlements et décisions du Parti. La présente disposition tient compte des exigences légales relatives à l'élection et à l'éligibilité.

Elle s'applique à tout candidat qui doit être un membre actif, loyal au Parti et à jour de ses cotisations et réunissant une ancienneté d'au moins trois (03) ans à compter de son adhésion, sauf dérogation spéciale du Bureau politique.

Tout membre non investi par le Parti pour une élection et qui se présente, est exclu par le Bureau politique.

Article 10 : Régime disciplinaire

Les membres sont tenus de respecter les statuts, les règlements et décisions du Parti. Ils doivent observer la discipline et la ligne politique du Parti, en s'interdisant, tous actes ou comportements individuels qui sont de nature à compromettre l'image du Parti, son unité ou sa ligne politique.

- En cas de manquements, les concernés s'exposent aux sanctions disciplinaires suivantes :
- l'avertissement ;
- le blâme ;
- la suspension temporaire ;
- l'exclusion.

L'avertissement est prononcé par le Comité de base, le blâme par le Comité préfectoral, la suspension temporaire par la Coordination régionale. L'exclusion relève de la compétence du Bureau politique. La durée de la suspension ne saurait excéder un (1) an.

Le membre perd ses droits, mais continue par s'acquitter de ses obligations envers le Parti.

Les modalités d'application des sanctions disciplinaires et de levées de ces sanctions sont fixées par le Règlement intérieur du Parti.

Article 11 : Démission

Tout membre peut démissionner du Parti, par lettre écrite, datée et déposée au bureau de la structure dont il dépend. Si la démission n'est pas déposée auprès de l'organe dirigeant national, l'organe local en rend compte sans délai au Secrétaire exécutif du Parti. Le Règlement intérieur du Parti en précise les modalités.

Les membres démissionnaires ou exclus du Parti restituent leurs cartes et les biens de toute nature relevant du patrimoine du Parti.

TITRE II : ORGANISATION GENERALE-STRUCTURES

CHAPITRE 1 :- ORGANISATION TERRITORIALE DU PARTI

Article 12 : Maillage territorial du Parti

Le Parti UNIR est organisé sur le plan territorial comme suit :

- 1) la Coordination régionale ;
- 2) le Comité préfectoral ;
- 3) le Comité communal ;
- 4) le Comité cantonal et de zone ;
- 5) le Comité de base.

Article 13 : Coordination régionale

Il est créé au niveau de chaque région une Coordination régionale ayant pour missions :

- concevoir, coordonner et superviser la formation des militants et des cadres ;
- partager les expériences politiques des différentes préfectures de la région ;
- appuyer les activités politiques et de développement des structures préfectorales ;

- régler les conflits entre les militants en recherchant en priorité la conciliation.

La Coordination régionale est dirigée par un Coordonnateur régional, nommé par le Président du Parti sur proposition du Bureau Politique. Il est assisté d'un (e) adjoint (e) par préfecture désigné dans les mêmes conditions que le coordonnateur régional.

Les Coordonnateurs régionaux sont placés sous l'autorité d'un vice-président du Parti

Article 14 : Comité préfectoral

Le Comité préfectoral est une structure de coordination et d'appui des activités de UNIR dans le ressort territorial d'une préfecture ou d'une sous-préfecture.

- **Missions**

- coordonner les activités du Parti dans son ressort ;
- former les membres des Comités communaux ;
- assurer la communication et l'information.

En outre, le Comité préfectoral est chargé de tisser des liens solides et permanents entre les électeurs, les militants et élus du Parti, afin de favoriser la confiance entre les élus et la population.

Il contribue à l'ancrage du Parti sur le terrain ainsi qu'à une plus grande proximité entre les élus et les électeurs. Le Comité préfectoral opère en étroite collaboration avec le Comité de coordination régionale et le Secrétariat exécutif.

- **Bureau du Comité préfectoral**

Le bureau du Comité préfectoral comprend :

- un (e) secrétaire préfectoral (e) ;
- un (e) secrétaire adjoint (e) chargé (e) de la formation ;
- un (e) secrétaire chargé (e) des élections et de la liaison avec les élus ;
- un (e) trésorier (e) ;
- un (e) délégué (e) chargé (e) de la jeunesse ;
- une déléguée chargée des femmes ;

- deux délégué (e)s chargé (e)s des affaires associatives, sportives, syndicales, socioéconomiques et du développement à la base ;
- un (e) délégué (e) chargé (e) de la communication et de l'information.

Les membres du bureau du Comité préfectoral sont désignés par un collège électoral composé de cinq (5) représentants par Bureau du comité communal. Ils sont élus au scrutin majoritaire uninominal à un tour.

Les fonctions de membre du Bureau du Comité cantonal ou de zone sont incompatibles avec les fonctions de membre du Comité préfectoral ou communal.

Les activités du Comité préfectoral sont appuyées par les élus et d'autres personnes ressources du Parti du ressort territorial concerné.

Article 15 : Comité Communal

Le Comité communal est une structure de coordination et d'appui des activités de UNIR dans le ressort territorial d'une commune.

• Missions

- animer la vie du Parti dans son ressort ;
- former les membres des Comités cantonaux et des Comités de base ;
- assurer la communication et l'information.

En outre, le Comité communal est chargé de tisser des liens solides et permanents entre les électeurs, les militants et les élus du Parti, afin de favoriser la confiance entre les élus et la population. Il contribue à l'ancrage du Parti sur le terrain ainsi qu'à une plus grande proximité entre les élus et les électeurs.

Le Comité communal opère en étroite collaboration avec le Comité de coordination préfectoral et régional.

• Bureau du Comité communal

Le bureau du Comité communal comprend :

- un (e) secrétaire communal (e) ;
- un (e) secrétaire adjoint (e) chargé (e) de la formation ;
- un (e) secrétaire chargé (e) des élections et de la liaison avec les élus ;
- un (e) trésorier (e) ;
- un (e) délégué (e) chargé (e) de la jeunesse ;
- une déléguée chargée des femmes ;
- deux délégué (e)s chargé (e)s des affaires associatives, sportives, syndicales, socioéconomiques et du développement à la base ;
- un (e) délégué (e) chargé (e) de la communication et de l'information.

- **Désignation, incompatibilités et appui au comité communal**

Les membres du bureau du comité communal sont désignés par un collège électoral composé de cinq (5) représentants par Bureau du Comité cantonal ou de zone du ressort. Ils sont élus au scrutin majoritaire uninominal à un tour.

Les fonctions de membre du Bureau du Comité cantonal ou de zone sont incompatibles avec les fonctions de membre du Comité communal.

Les activités du Comité communal sont appuyées par les élus et d'autres personnes ressources du Parti du ressort territorial concerné.

Article 16 : Comité cantonal et comité de zone

Le comité cantonal est constitué de l'ensemble des Comités de base dans le ressort territorial d'un canton.

Dans une commune, les Comités de base peuvent être organisés en Comités de Zone regroupant au moins dix Comités de base.

- **Missions**

- assurer la mobilisation, l'animation et l'encadrement des militants des Comités de base de son ressort ;
- coordonner les activités de l'ensemble des Comités de base du canton.

- **Composition des organes, incompatibilités et appui au Comité cantonal et au Comité de zone**

Le Comité cantonal ou de zone comprend :

- une instance de délibération ou Assemblée générale, composée des délégués des comités de base à raison de cinq (5) par Comité de base, dont le Secrétaire du Comité de base ;
- un organe de direction ou bureau du comité cantonal composé comme suit :
 - ✓ un (e) secrétaire cantonal (e) ou de zone ;
 - ✓ un (e) secrétaire adjoint (e) ;
 - ✓ un (e) trésorier (e) ;
 - ✓ un (e) délégué (e) chargé (e) de la jeunesse ;
 - ✓ une déléguée chargée des femmes ;
 - ✓ un (e) délégué (e) chargé (e) de la mobilisation et de l'encadrement politique et des élections ;
 - ✓ un (e) délégué (e) chargé (e) des activités socioéconomiques, sportives et culturelles ;
 - ✓ deux conseillers (ères) auxquels peuvent être confiées des missions précises notamment en matière de formation et de développement à la base.

Le ou la Secrétaire adjoint (e) et les ou les trésoriers (ère) sont les membres permanents du bureau du Comité cantonal. Ils ne peuvent pas appartenir au même Comité de base. Les fonctions de Secrétaire de Comité de base et de Secrétaire du Comité cantonal sont incompatibles.

Les membres permanents et les autres membres sont élus pour une durée de trois ans par l'assemblée des délégués des Comités de base au scrutin majoritaire de liste à un tour. Ils sont rééligibles.

Les délégués des jeunes et des femmes sont désignés suivant les dispositions de leurs règlements intérieurs respectifs pour la même durée.

Le bureau du Comité de zone est fixé sur le même modèle que celui du Comité cantonal. Il joue le même rôle que celui-ci.

Les activités du Comité cantonal sont appuyées par les élus et d'autres personnes ressources du Parti dans le ressort territorial concerné.

Article 17 : Comité de base

Le Comité de base est la structure de base de UNIR. Organe de proximité, le Comité de base regroupe les membres du Parti appartenant à une même aire géographique.

Il se constitue soit dans un quartier, dans un village ou dans une agglomération si l'effectif des membres appartenant à cet espace permet d'y installer une structure viable.

• Missions

- animer la vie du Parti dans son ressort ;
- recueillir les préoccupations et les suggestions des populations à la base ;
- participer à la définition des besoins ainsi qu'à la mise en exécution des actions de développement à la base.

• Composition des organes, modalités de désignation et de fonctionnement

Le Comité de base comprend :

- une instance de délibération ou Assemblée générale du Comité de base qui regroupe tous les adhérents de UNIR relevant de son ressort.
- un organe de direction ou Bureau du Comité de base de cinq (05) membres dont la composition est la suivante :
 - ✓ un (e) secrétaire ;
 - ✓ un (e) trésorier (e) ;
 - ✓ un (e) délégué (e) chargé (e) de la jeunesse ;
 - ✓ une déléguée chargée des femmes ;
 - ✓ un (e) délégué (e) chargé (e) de la mobilisation et des élections.

Les membres du Comité de base sont élus par l'assemblée générale du Comité de base au scrutin majoritaire uninominal à un tour.

Le bureau du Comité de base se réunit au moins une fois par quinzaine et chaque fois que les circonstances l'exigent, notamment en période électorale. L'assemblée générale du Comité de base désigne ses délégués à l'assemblée générale du Comité cantonal ou de zone.

CHAPITRE 2- STRUCTURE ET FONCTIONNEMENT DU PARTI A L'EXTERIEUR DU TOGO

Article 18 : Délégations et Fédérations

UNIR est organisé à l'extérieur du Togo en Délégations et Fédérations.

Article 19 : Délégation du Parti à l'extérieur du TOGO

Les membres de UNIR résidant à l'extérieur du Togo peuvent former une ou plusieurs Délégations du Parti dans chacun des pays où ils résident ou dans un groupe de pays au cas où leur effectif ne permet pas de créer une délégation viable.

Article 20 : Fédération de UNIR à l'étranger

Plusieurs Délégations peuvent former une fédération qui assure la diffusion des principes et idéaux du Parti et en coordonne les activités à l'extérieur du TOGO.

Article 21 : Fonctionnement des Délégations et des Fédérations

Les Délégations et Fédérations sont autonomes dans leur organisation. Elles sont régies par leurs propres règlements intérieurs approuvés par le Bureau politique.

Chaque Délégation et Fédération est dirigée par un Délégué élu pour trois (3) ans. Les conditions et modalités d'élection sont définies dans leur règlement intérieur.

CHAPITRE 3- INSTANCES ET ORGANES DE DIRECTION NATIONAUX

Article 22 : Instances et organes du Parti

Les instances et organes du Parti sont :

- 1) le Congrès ;
- 2) le Conseil national ;
- 3) le Président du Parti ;
- 4) le Bureau politique ;

- 5) le Secrétariat exécutif ;
- 6) le Secrétariat national ;
- 7) le Conseil des sages ;
- 8) le mouvement des femmes ;
- 9) le mouvement des jeunes ;
 - la Commission de conciliation et des recours ;
- 10) la Commission des affaires juridiques ;
- 11) la Commission de la communication et de la propagande ;
- 12) la Commission de contrôle financier et comptable ;
- 13) la Commission d'audit interne ;
- 14) la Commission d'audit externe.

Article 23 : Congrès

Le Congrès est l'instance délibérante suprême du Parti. Il est composé des délégués représentant tous les membres du Parti.

• Composition, attributions et fonctionnement

Le Congrès comprend :

- 1) les membres du Conseil national ;
- 2) les délégués des Comités de base, des Comités cantonaux, et de zones ;
- 3) les délégués des Comités communal et préfectoral ;
- 4) les délégués des femmes et des jeunes ;
- 5) les délégués du Conseil des Sages ;
- 6) les représentants des Délégations et Fédérations du Parti à l'extérieur du Togo ;
- 7) des personnes ressources sans voix délibérative désignées par le Bureau politique.

Le nombre et les modalités de désignation des délégués au Congrès par préfecture ou par commune sont fixés par le Bureau politique.

Le Congrès est dirigé par un Président et deux rapporteurs élus en son sein.

Le Congrès se réunit, en session ordinaire, tous les trois (03) ans, sur convocation du Président du Parti. Il peut être convoqué en session extraordinaire sans condition de délai.

Le Congrès délibère sur la vie du parti et de la nation ainsi que sur les orientations politiques du Parti. Il adopte les statuts, le Règlement intérieur, le Règlement financier et les rapports d'activité des instances du Parti.

Le Secrétaire exécutif présente au Congrès un rapport d'activité et un rapport de politique générale du Parti. Des rapports spécifiques peuvent être présentés à la demande du Président ou du Secrétaire exécutif, après avis du Bureau politique.

Le Congrès élit le Président du Parti. Il approuve la désignation par ce dernier des vice-présidents, des membres du Bureau politique, du Secrétaire exécutif et du Trésorier général du Parti.

Le Congrès extraordinaire est seul compétent pour prononcer la dissolution du Parti.

Le Congrès ordinaire est convoqué au moins quarante-cinq (45) jours avant la date de sa tenue. Les contributions aux débats, notamment les déclarations régionales prenant en compte celles des préfectures de chaque région, sont déposées au Secrétariat exécutif du Parti, au moins quinze (15) jours avant la date de la tenue du Congrès.

Le Règlement intérieur du Parti définit les modalités de vote et de représentation par mandats au Congrès.

Article 24 : Président du Parti

Le Président assure la direction du Parti et coordonne son action. Il en est le garant de la ligne et des orientations politiques. Il veille à l'exécution des décisions et au respect des options et orientations fondamentales du Parti.

Le Président est élu par le Congrès pour un mandat de trois (03) ans. Il est rééligible.

Le Président est assisté dans ses tâches par des Vice-président (e)s, un (e) Secrétaire exécutif et un (e) un (e) Trésorier (ère) générale (e), qu'il désigne et soumet à l'approbation du Congrès.

Le Président désigne également les Secrétaires exécutifs adjoints et les Trésoriers généraux adjoints qu'il soumet à l'approbation du Bureau politique.

Le Président du Parti, les vice-présidents, le Secrétaire exécutif et le Trésorier général sont membres du Bureau politique.

Sur proposition du Secrétaire exécutif, le Président nomme les autres membres du Secrétariat exécutif, les responsables des commissions techniques et pourvoit à leur remplacement.

Le Président du Parti peut faire appel à des personnes ressources soit individuellement, soit dans le cadre des groupes de travail ad hoc.

Il convoque le Congrès, le Conseil national et le Bureau politique.

Il préside les réunions du Conseil national et du Bureau politique. Par délégation du Président, les Vice-présidents peuvent diriger les réunions du Conseil national et du Bureau politique.

Le Président est l'ordonnateur du budget.

Article 25 : Bureau politique

• Missions

Le Bureau politique est l'organe d'orientation politique du Parti. Il est chargé de veiller à la conformité de l'orientation politique générale du Parti avec celle définie par le Congrès et le Conseil national. Dans l'intervalle des sessions du Conseil national et du Congrès, le Bureau politique analyse la situation politique, économique et sociale, ainsi que la situation internationale et prend les décisions requises pour le bon fonctionnement du Parti.

Il prépare les dossiers politiques et éclaire le Parti sur les questions touchant aux divers domaines du développement socioculturel, économique et géopolitique ainsi que tout autre sujet d'importance.

• Composition et fonctionnement

Le Bureau politique comprend :

- 1) le Président du Parti ;
- 2) les Vice-présidents (e)s ;
- 3) le ou la Secrétaire exécutif (ve) ;
- 4) le ou la Trésorier (ère) général (e) ;
- 5) des personnalités du Parti nommées par le Président et approuvées par le Congrès pour un mandat de trois (03) ans renouvelable.

Le Bureau politique se réunit au moins une fois tous les trois (3) mois, sur convocation du Président du Parti qui en fixe l'ordre du jour.

Article 26 : Conseil des Sages

Le Conseil des Sages est un organe consultatif. Ses membres sont désignés par le Président après avis du bureau politique.

Le Conseil des sages élit en son sein un bureau comprenant un président, un vice-président et un rapporteur.

Il se réunit chaque fois que de besoin ou sur saisine du Président du Parti pour examiner les questions touchant à la vie du Parti et de la nation.

Ses recommandations sont soumises aux instances du Parti.

Article 27 : Conseil national

• Missions

Le Conseil national est une instance délibérante du Parti entre deux Congrès. Il assure le suivi de l'exécution des orientations, des directives et des résolutions du Congrès. Il analyse la situation politique, économique et sociale ainsi que la situation internationale et prend les décisions requises pour le bon fonctionnement du Parti.

• Composition et fonctionnement

Le Conseil national est composé comme suit :

- 1) le Président du Parti ;
- 2) les Vice-présidents ;
- 3) le Secrétaire exécutif ;

- 4) le Trésorier général ;
- 5) les autres membres du Bureau politique ;
- 6) les Secrétaires exécutifs adjoints ;
- 7) les Trésoriers généraux adjoints ;
- 8) les Secrétaires nationaux ;
- 9) les membres des coordinations régionales ;
- 10) les membres du gouvernement, membres du Parti ;
- 11) les parlementaires du Parti exerçant un mandat en cours ;
- 12) les élus locaux du Parti à savoir, les maires, les présidents des conseils de préfectures et de régions exerçant un mandat en cours ;
- 13) deux membres du bureau du Mouvement des femmes et de celui des jeunes ;
- 14) les secrétaires des Comités préfectoraux et communaux ;
- 15) trois (3) cadres par préfectures désignés par le Président du Parti.

Le Président peut inviter aux réunions du Conseil national des personnes ressources sans voix délibérative.

Les sessions ou réunions du Conseil national sont placées sous la direction du Président du Parti.

Le Conseil national se réunit une fois par an sur convocation du Président du Parti ou à la demande des deux tiers (2/3) de ses membres et délibère sur un ordre du jour déterminé par le Bureau politique.

Le Conseil se réunit en Convention nationale pour l'investiture des candidats du Parti à l'élection présidentielle et aux élections parlementaires.

Article 28 : Secrétariat exécutif

• Missions

Le Secrétariat exécutif a pour missions :

- animer la vie administrative et quotidienne du Parti et veiller à son organisation ;
- coordonner et animer les instances territoriales du Parti ;

- mettre en œuvre les décisions et résolutions du Congrès, du Bureau politique et du Conseil national, sous la direction du Président du Parti à qui il rend compte.
- présenter chaque année le rapport d'activité au Bureau politique et au Conseil national ;
- soumettre un rapport d'activité et un rapport de politique générale au Congrès ;
- mettre en place toute commission technique nécessaire au bon fonctionnement du Parti ;
- assurer le développement du Parti en organisant notamment des campagnes nationales d'adhésion.
- **Composition et organisation**

Le Secrétariat exécutif est composé du Secrétaire exécutif, des Secrétaires exécutifs adjoints et des Secrétaires nationaux.

Les autres postes du Secrétariat exécutif sont définis par le Président du Parti et approuvés par le Bureau politique.

Article 29 : Secrétaire exécutif

- **Missions**

Le Secrétaire exécutif est chargé, sous l'autorité du Président du Parti, de :

- représenter et engager le Parti dans tous les actes de la vie civile ;
- suivre l'élaboration et l'application du projet politique du Parti ;
- représenter le Parti dans les instances de discussions et d'échanges ;
- assurer la coordination entre le Parti, les assemblées parlementaires et les autres institutions de la République ;
- assurer l'exécution des décisions du Congrès, du Conseil national, du Bureau politique et, de façon générale, de la politique du Parti.

- **Modalités de désignation et de remplacement**

Le Secrétaire exécutif est désigné par le Président et approuvé par le Congrès pour un mandat de trois (3) ans renouvelable.

En cas de décès, de démission, de révocation ou d'empêchement absolu du Secrétaire exécutif, l'intérim est assuré par un Secrétaire

exécutif adjoint désigné par le Président du Parti. Il ne peut excéder trois (3) mois. Dans ce délai, le Président nomme un nouveau Secrétaire exécutif qu'il soumet à l'approbation du Congrès le plus proche. Faute d'approbation par le Congrès, la désignation devient caduque.

Article 30 : Secrétaires exécutifs adjoints

Les Secrétaires exécutifs adjoints assistent le Secrétaire exécutif dans ses fonctions. Ils sont nommés par le Président du Parti après approbation du Bureau politique. Leurs nombre et attributions sont proposés par le Secrétaire exécutif et approuvés par le Président du Parti.

En cas de démission, de révocation ou d'empêchement d'un Secrétaire exécutif adjoint, son intérim est assuré par un Secrétaire national désigné par le Secrétaire exécutif du Parti.

La nomination d'un nouveau Secrétaire exécutif adjoint intervient dans un délai maximum de trois (3) mois à compter de la date de vacance du poste à pourvoir.

Article 31 : Secrétaires nationaux

Les Secrétaires nationaux assistent le Secrétaire exécutif du Parti. Les Secrétaires nationaux sont nommés par le Président du Parti. Ils sont chargés de missions spéciales. Leurs nombre et attributions sont fixés par le Bureau politique sur proposition du Secrétaire exécutif.

En cas de démission, de révocation ou d'empêchement d'un Secrétaire national, son intérim est assuré par un autre Secrétaire national, désigné par le Secrétaire exécutif du Parti.

La nomination d'un nouveau Secrétaire national intervient dans un délai maximum de trois (3) mois à compter de la date de vacance du poste à pourvoir.

CHAPITRE 4- MOUVEMENTS DES FEMMES, DES JEUNES ET ASSOCIATIONS AFFILIEES AU PARTI

Article 32 : Mouvement des femmes du Parti

Le Mouvement des femmes du Parti est chargé :

- d'assurer la mobilisation, l'encadrement et la formation politique des Femmes du Parti ;
- de promouvoir le débat et la réflexion sur les problèmes de développement spécifiques aux femmes ainsi que sur les questions relatives au genre, à la promotion et à l'épanouissement de la femme togolaise.
- veiller à la participation équitable entre hommes et femmes dans la gestion du Parti et dans la vie de la nation ;
- veiller à l'implication et la participation active des femmes à la conception et à la mise en œuvre des stratégies et des politiques de développement au niveau local et national.

Article 33 : Mouvement des jeunes du Parti

Le Mouvement des jeunes du Parti est chargé :

- d'assurer la mobilisation, l'encadrement et la formation des jeunes du Parti ;
- de promouvoir le débat et la réflexion sur les questions spécifiques aux jeunes.

Le Mouvement des jeunes veille à l'implication et à la participation active des jeunes dans la conception et dans la mise en œuvre des stratégies et des politiques de développement au niveau local et national.

Article 34 : Associations affiliées

Les associations régies par la loi du 1^{er} juillet 1901, partageant les objectifs et idéaux du Parti, peuvent solliciter leur affiliation au Parti.

Les modalités de cette affiliation qui doit être accordée par le Bureau politique sont déterminées par le Règlement intérieur du Parti.

Article 35: Organisation et fonctionnement des Mouvements de femmes, des jeunes et des associations affiliées au Parti

Les membres des Mouvements des femmes et des jeunes doivent d'abord être membres du Parti.

Ces mouvements et associations affiliées sont autonomes dans leur organisation et fonctionnement. Ils disposent de leurs propres

règlements intérieurs, approuvés par le Bureau politique. Ils sont placés sous la supervision des Vice-présidents du Parti.

CHAPITRE 5- INSTANCES DE CONTROLE

Article 36 : Commission de conciliation et des recours

Le Congrès élit, tous les trois ans, une Commission de conciliation et des recours.

Elle est composée de treize (13) membres, à raison de deux (2) par région économiques, un (1) pour la préfecture du Golfe, un (1) pour la préfecture d'Agoé-Nyivé et un (1) nommé par le Président du Parti.

Le membre nommé par le Président du Parti assure la présidence de la Commission qui désigne en son sein deux rapporteurs.

Les membres sont élus en tenant compte de leur probité morale, de leur compétence et de leur expérience.

La Commission de conciliation et des recours a pour missions :

- contribuer à l'instauration d'un climat convivial entre les membres du Parti ;
- examiner tous les cas où une personnalité d'envergure est mise en cause dans son honneur ou dans son intégrité ;
- connaître des manquements à l'éthique, à la ligne et aux règles du Parti et des recours formés relativement aux violations des statuts, aux Règlements et décisions du Parti et contre les sanctions disciplinaires prononcées par le Parti ;
- régler les conflits et litiges de tous ordres entre militants ou entre responsables du Parti que n'ont pu régler les Comités de coordination régionale.

Elle statue en toute impartialité.

Les modalités de saisine de la Commission sont précisées par le Règlement intérieur.

La Commission propose au Secrétaire exécutif du Parti la sanction à infliger à l'encontre du membre fautif. Si ce membre est dans l'exercice d'une fonction, d'un mandat national, la décision finale relève du Bureau politique.

La décision prend effet à compter de la date de sa notification à l'intéressé.

Article 37 : Commission des affaires juridiques

Une Commission des affaires juridiques composée de sept (7) membres est nommée par le Président du Parti et placée sous son autorité.

Elle a pour missions :

- donner son avis sur les propositions de modification des Statuts ou du Règlement intérieur et sur toutes questions qui lui sont soumises par le Président du Parti, le Bureau politique, le Secrétaire exécutif ou le Trésorier général ;
- assurer le conseil, l'assistance et la veille juridique du Parti ;
- rédiger les actes et organiser la défense des intérêts du Parti devant toutes juridictions et instances.

Article 38 : Commission chargée de la communication et de la propagande du Parti

La Commission de la communication et de la propagande du Parti réunit des membres nommés par le Président du Parti. Elle est placée sous son autorité.

Sous réserve des instructions du Président du Parti, la Commission a pour missions :

- assurer la veille informationnelle du Parti ;
- élaborer les stratégies de communication et veiller à leur mise à jour constante ;
- être l'interface du Parti avec toutes institutions ou organisations sur les questions touchant aux activités du Parti, particulièrement celles qui requièrent une communication et une propagande appropriées ;
- former les membres du Parti sur le leadership en communication, notamment les techniques de prise de parole ;
- conseiller et accompagner le Parti dans la mise en place des outils de communication.

TITRE III- FINANCEMENT ET GESTION FINANCIERE DU PARTI

CHAPITRE 1- FINANCEMENT DU PARTI

Article 39 : Ressources

Les ressources du Parti sont constituées par :

- 1) les droits d'adhésion ;
- 2) les cotisations ordinaires et extraordinaires ;
- 3) les subventions de l'Etat prévues par la loi ;
- 4) les dons, les legs, les emprunts et autres ressources autorisées par le Bureau politique conformément aux lois en vigueur.

Article 40 : Droits d'adhésion, Cotisations

Chaque adhérent au Parti s'acquitte d'un droit d'adhésion dont le montant unique et égal pour tous, est fixé par le Congrès.

Les membres actifs du Parti participent à la vie du Parti en s'acquittant d'une cotisation annuelle obligatoire.

Les élus du Parti, les membres du Parti nommés à des postes de responsabilité ou à diverses fonctions nationales et internationales s'acquittent d'une cotisation spéciale annuelle.

Des cotisations exceptionnelles peuvent être demandées aux membres du Parti sur décision du Bureau politique. Ces cotisations exceptionnelles font l'objet d'une comptabilité séparée.

Le Bureau politique fixe, chaque année, le montant des cotisations ordinaires, spéciales et extraordinaires.

CHAPITRE 2- GESTION FINANCIERE DU PARTI

Article 41 : Trésorier général

Le Trésorier général est nommé par le Président du Parti dans les conditions fixées à l'article 25 des présents statuts.

Il est placé sous l'autorité du Président du Parti et assisté d'un ou de plusieurs Trésorier (s) général (aux) adjoint (s) nommé (s) également par le Président du Parti.

Le Trésorier général a pour missions :

- élaborer le projet de budget annuel du Parti qui est soumis à l'adoption du Bureau politique, après avis de la Commission d'audit et de contrôle interne ;
- soumettre, en fin d'exercice, un rapport financier et comptable au Bureau politique, qui lui délivre un quitus pour sa gestion, après avis de la Commission d'audit et contrôle interne.

En outre, le Bureau politique peut mandater le Trésorier général pour engager toute négociation financière au nom et pour le compte du Parti ou du candidat du Parti.

Le trésorier général met à la disposition du Secrétariat exécutif, un personnel comptable chargé de la comptabilité et des dépenses courantes. Il présente un rapport financier au Bureau politique et au Congrès.

En cas de décès, de démission, de révocation ou d'empêchement du trésorier général, l'intérim est assuré par son adjoint. Il ne peut excéder trois (3) mois. Dans ce délai, le Président du Parti désigne un nouveau Trésorier général qui sera investi par le Congrès le plus proche. Faute d'approbation par le Congrès, la nomination devient caduque.

Le Président du Parti nomme un Trésorier général qu'il soumet à l'approbation du Congrès.

Article 42 : Commission de contrôle financier et comptable

Le Parti dispose de deux commissions de contrôle :

- une Commission d'audit et contrôle interne ;
- une Commission d'audit externe.

Article 43 : Commission d'audit et contrôle interne

La Commission d'audit et contrôle interne est composée de cinq (5) membres nommés par le Bureau politique et placée sous l'autorité du Président du Parti.

Elle a pour missions :

- contrôler la gestion des finances et du patrimoine du Parti ;
- vérifier les comptes ainsi que leur conformité aux textes en vigueur ;
- adresser tous les ans un rapport au Bureau politique et émettre des avis et formuler des recommandations sur la gestion financière du Parti.

Son mode de fonctionnement est défini dans le Règlement financier.

Article 44 : Commission d'audit externe

La Commission d'audit externe est composée de cinq (5) membres nommés par le Congrès.

Elle est chargée de :

- vérifier et de certifier les rapports financiers et comptables présentés au Congrès par le Trésorier général ;
- dresser un rapport au Congrès suivant.

TITRE IV- DISPOSITIONS DIVERSES, TRANSITOIRES ET FINALES

Article 45 : Règlements intérieur et financier

Les modalités d'application des présents statuts sont précisées par des règlements, notamment le Règlement intérieur et le Règlement financier adoptés par le Congrès et les règlements des différents mouvements.

Article 46 : Résolutions et décisions

Les résolutions du Congrès, du Conseil national et les décisions du Président du Parti, du Bureau politique et du Secrétariat exécutif complètent et précisent la mise en exécution des présentes dispositions statutaires.

Article 47 : Collaboration, Coalition, fusion

UNIR peut établir, à tout moment, des rapports de collaboration étroite avec tout autre parti, en vue d'une coalition dans l'intérêt mutuel des deux partis. La décision de coalition est prise par le Bureau politique du Parti.

UNIR peut également, à tout moment, décider de fusionner avec des partis politiques, des regroupements ou de coopter des personnalités, en vue de créer une nouvelle formation politique. La décision de fusion est prise par le Congrès à la majorité des 2/3 des participants.

Article 48 : Mise sous tutelle

Le Bureau politique, sur proposition du Président du Parti, peut décider de la mise sous tutelle d'un organe du Parti ou de la dissolution d'une instance dirigeante territoriale, d'une structure ou d'un mouvement lorsque l'organe s'est rendu coupable d'actes graves ou en cas de carence caractérisée de fonctionnement.

Article 49 : Modification des statuts et des Règlements

La modification des Statuts et des Règlements est de la compétence du Congrès. Elle est acquise à la majorité des suffrages exprimés.

Les propositions de modification des Statuts et des Règlements émanant des adhérents du Parti sont adressées au Secrétaire exécutif qui les transmet au Bureau politique.

Les propositions de modification des Statuts sont soumises au Congrès par le Bureau politique après avis de la Commission des affaires juridiques.

Le Bureau politique peut, à la majorité des deux tiers (2/3) de ses membres, procéder à des modifications urgentes et provisoires des Statuts et des Règlements, nécessaires au bon fonctionnement du Parti. Ces modifications urgentes et provisoires adoptées, après avis de la Commission des affaires juridiques, entrent en vigueur dès leur adoption par le Bureau politique. Elles deviennent caduques si elles ne sont pas entérinées par le Congrès le plus proche.

Article 50 : Dissolution

La dissolution de UNIR est décidée par le Congrès à la majorité des deux tiers (2/3) des membres présents au Congrès.

Article 51 : Liquidation du Parti, Dévolution du patrimoine

En cas de dissolution ou de fusion, le patrimoine du Parti est dévolu à des associations ou des partis politiques poursuivant les mêmes objectifs ou à des œuvres nationales de bienfaisance.

Les modalités et conditions de la liquidation du Parti, de la dévolution de son patrimoine et la désignation du liquidateur sont décidées par le Bureau politique.

Article 52 : Validation des actes et décisions des organes provisoires

La réunion constitutive du 14 avril 2012 a élu le président du parti. Elle a approuvé la désignation des Vice-présidents, du Secrétaire exécutif, du Trésorier général et des membres du Bureau politique qui dirigeront le Parti jusqu'à la tenue du prochain Congrès statutaire.

Ces instances et organes mettront en place tous les Comités statutaires ainsi que toutes les structures opérationnelles d'appui ou de contrôle.

L'adoption des présents statuts ratifient l'ensemble des actes ci-dessus évoqués.

Article 53 : Entrée en vigueur

Les présents statuts entrent en vigueur dès leur adoption par le Congrès.

Adopté à Tsévié, le

Le Congrès